

*Taxe d'accise—Loi*

Même si cela peut étonner certaines personnes, je ne suis guère surpris de voir le gouvernement décider de reprendre à son compte la politique adoptée par les libéraux ces dernières années. Je suis toutefois quelque peu sidéré de constater qu'il a changé complètement son fusil d'épaule. Je suis toujours surpris de voir qu'en traversant la Chambre, les gens peuvent justifier certaines mesures qu'ils avaient jugées inutiles ou même dangereuses pour l'économie globale du pays lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Je me souviens bien de l'époque qui a précédé les dernières élections. Les conservateurs ont fait remarquer à la Chambre que les frais supplémentaires d'un milliard que la hausse de la taxe de vente fédérale entraînerait seraient désastreux pour l'économie du Canada. Mes collègues libéraux se souviennent certainement d'avoir entendu des conservateurs tenir ces propos lorsqu'ils siégeaient de ce côté-ci. Ils ont reproché au gouvernement d'imposer ce fardeau supplémentaire, alors que l'économie était très fragile. Ils lui ont dit que cela ne ferait qu'aggraver le chômage. A les entendre, une telle mesure ne pouvait que réduire le pouvoir d'achat de la majorité des consommateurs et diminuer du même coup la demande de produits de consommation. Ils ont dit qu'en augmentant la taxe d'accise à raison de un milliard—et ce n'est qu'une partie du projet de loi—on continuerait à créer encore plus de chômage au Canada et à aggraver encore plus la sous-production industrielle. Ils ont ajouté que les familles canadiennes aux abois seraient encore moins capables de se procurer ce dont elles ont besoin pour subsister, que l'économie cesserait de croître et finirait par stagner.

Je les ai crus sur parole, car je me suis dit que le parti conservateur avait toutes les ressources nécessaires pour faire les recherches approfondies qui lui avaient permis de tirer ces conclusions. J'ai demandé à mes propres chercheurs si les conservateurs avaient raison et si c'était bien ce qui arriverait. Après avoir examiné et analysé la situation, nous avons fait la ventilation de cette taxe supplémentaire pour voir quelles seraient ses conséquences. Eh bien, nous avons conclu, comme les conservateurs l'avaient dit, que la taxe serait régressive, inutile et inopportune et, comme ils l'avaient dit, qu'elle créerait plus de chômage et ralentirait la relance plutôt faible qui s'était déjà amorcée, du moins nous l'espérions. Bref, ils avaient tout à fait raison.

● (1410)

J'avais espéré qu'après avoir présenté cette thèse, les députés conservateurs resteraient fidèles aux principes qu'ils semblaient défendre. J'avais espéré qu'une fois élus, ils seraient disposés à annuler les mesures de ce genre vu que, comme ils l'affirmaient eux-mêmes au Parlement et au public canadien, il existait des preuves concluantes que ces mesures ne paraissaient pas nécessaires. Mais non, monsieur le Président. Après les élections, ils se sont retrouvés de l'autre côté de la Chambre. Ils ont mis trois ou quatre jours à s'installer confortablement puis ils ont immédiatement changé leur fusil d'épaule.

La taxe supplémentaire devait commencer à s'appliquer en septembre et la première question posée au premier ministre (M. Mulroney) et plus tard au ministre des Finances (M. Wilson) était celle-ci: «Allez-vous supprimer cette taxe? Allez-vous abroger ces dispositions?» Ils ont d'abord répondu qu'ils y songeraient et, très peu de temps après, ils ont déclaré que le gouvernement avait l'intention de maintenir l'augmentation de la taxe et d'imposer ce fardeau supplémentaire d'un milliard de dollars aux consommateurs du Canada. Le nouveau gouvernement avait l'intention de courir exactement les mêmes risques économiques que son prédécesseur. De fait, les ministériels se préparaient à appuyer la mesure qu'ils avaient eux-mêmes qualifiée d'extrêmement néfaste pour l'économie.

Si un simple particulier agissait de la sorte, plus personne ne lui ferait confiance. Personne n'aurait confiance en sa capacité de prendre des décisions. Si cela arrivait seulement une fois, peut-être que les gens oublieraient et essaieraient de dire qu'il avait une bonne raison d'agir ainsi. C'est cependant la deuxième fois depuis le début de la législature actuelle que les membres du parti conservateur violent un principe qu'ils soutenaient auparavant. Ce que le parti conservateur invoquait comme un principe absolu ne tient plus. Cela m'inquiète de voir un parti tenir tellement au pouvoir que ses membres sont prêts à dire n'importe quoi n'importe quand, qu'ils soient disposés ou non à mettre ce qu'ils disent en pratique.

Les députés conservateurs ont présenté et veulent faire adopter à la fin de ce débat une mesure législative libérale. Ils y ont apporté quelques modifications d'importance secondaire, mais dans l'ensemble, il s'agit d'une mesure libérale. Tous les experts ont affirmé que la taxe de vente était un impôt régressif. En effet, tous ceux qui sont visés par cet impôt doivent payer le même montant, quel que soit leur revenu. Quel que soit leur capacité de gain, ils paient le même montant. Leur catégorie de revenu importe peu. Les acheteurs d'un produit paient la même taxe de vente qu'ils soient millionnaires ou assistés sociaux. En fait il s'agit d'une mesure régressive alors que le gouvernement dispose de solutions beaucoup plus progressives pour amasser les capitaux dont il a besoin.

Ce projet de loi est de nature omnibus, si l'on donne à ce terme une portée très générale. Sans vouloir prétendre qu'il s'agit d'un projet de loi omnibus, je dis toutefois qu'il renferme un grand nombre de dispositions qui auront pour effet de soustraire de notre économie 4.4 milliards de dollars. Nous ne pouvons nous permettre à ce moment précis de réduire de 4.4 milliards notre pouvoir d'achat tout en espérant une reprise économique. Si le marché de la consommation perd 4.4 milliards de dollars qui vont garnir les coffres du gouvernement, les consommateurs privés de cet argent achèteront moins de produits fabriqués, ou qui pourraient l'être, par les entreprises de fabrication. On ne trouvera pas de débouchés à ces produits parce que les gens auront 4.4 milliards de dollars de moins à dépenser.